



## Décision individuelle

**N° 2022-288**

**Pétitionnaire** : société VALTINEE pour le compte de la Métropole Nice Côte d'Azur  
**Adresse** : Pont de Paul, 06420 SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE  
**Nature de la demande** : Survol motorisé en cœur de Parc national, prises de vues et de sons dans un cadre professionnel  
**Nom du projet** : Prise de vue photogrammétrique d'ensemble après travaux de sécurisation définitive de l'accès et des habitations du hameau de Mollières  
**Localisation** : vallon de Mollières, partie aval de la piste d'accès et hameau - commune de Valdeblore

### La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 11 juillet 2022 par Monsieur MARIO Laurent, dirigeant de la société VALTINEE et Monsieur FABRON Jean-Marie, chef de la subdivision Tinée de la Métropole Nice Côte d'Azur,

**Considérant** que la demande porte sur un survol de drone à des fins de prises de vues photogrammétriques, nécessaires au suivi après travaux visant la sécurisation définitive de l'accès au hameau de Mollières et des habitations,

**Considérant** que la date envisagée de l'opération est compatible avec les périodes de survol définies par la modalité n°29 sus-visée et que les images réalisées correspondront au cas n°1 défini dans la modalité n°34 sus-visée,

**Considérant** la nécessité d'encadrer a minima l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société VALTINEE, représentée par Monsieur MARIO Laurent, est autorisée à effectuer

- des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national ;
- des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national,

dans le cadre d'une étude sur la sécurisation définitive de l'accès au hameau de Mollières et des habitations (commune de Valdeblore).

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

#### 2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote : MARIO Laurent

type d'appareil : drone – DJI Phantom 4 (blanc) et DJI Matrice 300 (noir)

n° de l'appareil : DJI Phantom UAF-FR-190366 et DJI Matrice UAF-FR-228107

2.2. Le télépilote est tenu de respecter la « zone de survol autorisé » figurant au plan de vol annexé à la présente.

Dans le cœur du Parc national, les survols à basse altitude restent interdits en-dehors de la zone autorisée figurant sur ce plan.

2.3. La durée totale des survols n'excédera pas 1 heure.

2.4. Pas plus d'un drone en vol simultanément.

2.5. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement au Siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, les fichiers numériques haute définition des prises de vues réalisées dans le cadre de la présente, dans un délai d'1 mois maximum à échéance de la présente ([autorisations@mercantour-parcnational.fr](mailto:autorisations@mercantour-parcnational.fr)).

### Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du 26 juillet au 29 juillet 2022

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contact :

chef de service : LACOSTE Romain ([romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr](mailto:romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr) ; 06 16 27 64 33)

adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr) ; 06 46 45 64 82)

### Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur et des droits des tiers.

## **Article 6 : Sanctions**


Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 juillet 2021

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour

A blue ink signature, appearing to be 'S. Grandfils', written over a faint circular stamp.

**Sandrine GRANDFILS**

Copie :

- service territorial de la Vésubie
- service territorial Tinée
- MNCA, JM Fabron ([jean-marie-andre.fabron@nicecotedazur.org](mailto:jean-marie-andre.fabron@nicecotedazur.org))
- MNCA, D. Anfossi ([david.anfossi@nicecotedazur.org](mailto:david.anfossi@nicecotedazur.org))

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent